TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	V
Bibliographie générale	VII
Liste des abréviations	IX
Table chronologique	XIII

PARTIE I

DROIT DE LA CONVENTION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

1. État d'urgence – Dérogation aux droits CEDH, 1 ^{er} juill. 1961, n° 332/57, <i>Lawless c. Irlande (n° 3)</i>	3
2. Justice – Accès CEDH, 21 févr. 1975, n° 4451/70, <i>Golder c. Royaume-Uni</i>	12
3. Marge nationale d'appréciation – Théorie(s) et pratique(s) CEDH, 18 janv. 1978, n° 5310/71, <i>Irlande c. Royaume-Uni</i>	19
4. Intérêt à agir – <i>Actio popularis</i> – Notion de victime CEDH, 6 sept. 1978, n° 5029/71, <i>Klass c. Allemagne</i>	26
5. Justice – Indépendance CEDH, 28 juin 1984, nos 7819/77 et 7878/77, <i>Campbell et Fell c. Royaume-Uni</i>	39
6-7. Subsidiarité – Épuisement des voies de recours internes 6. CEDH, 7 déc. 1986, n° 5493/72, <i>Handyside c. Royaume-Uni</i> 7. CEDH gr. ch., 26 oct. 2000, n° 30210/96, <i>Kudla c. Pologne</i>	49
8. Notion de bien – Créances – Espérance légitime CEDH, 29 nov. 1991, n° 12742/87, <i>Pine Valley Developments Ltd et a. c. Irlande</i>	58
9. Protection du domicile – Personnes morales CEDH gr. ch., 16 avr. 2002, n° 37971/97, <i>Société Colas Est c. France</i> ..	67
10. Exécution des arrêts – Arrêts pilotes CEDH gr. ch., 22 juin 2004, n° 31443/96, <i>Broniowski c. Pologne</i>	73
11. Mesures provisoires – Force obligatoire CEDH gr. ch., 4 févr. 2005, nos 46827/99 et 46951/99, <i>Mamatkoulov et Askarov c. Turquie</i>	82
12. Liberté de religion – Limitations CEDH gr. ch., 10 nov. 2005, n° 44774/98, <i>Leyla Sahin c. Turquie</i>	94
13. Interprétation décloisonnée – Recours aux sources extérieures CEDH gr. ch., 12 nov. 2008, n° 34503/97, <i>Demir et Baykara c. Turquie</i>	100
14. Le(s) droit(s) des femmes CEDH, 9 juin 2009, n° 33401/02, <i>Opuz c. Turquie</i>	109
15. Internet – Liberté d'expression CEDH gr. ch., 16 juin 2015, n° 64569/09, <i>Delfi AS c. Estonie</i>	123
16. Interdiction de l'abus de droit CEDH, 20 oct. 2015, n° 25239/13, <i>M'bala M'bala c. France</i>	130

PARTIE II
DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE

17-19. Sources historiques de protection – Les principes généraux du droit	
17. CJCE, 12 nov. 1969, n° 29/69, <i>Stauder c. Stadt Ulm</i>	
18. CJCE, 17 déc. 1970, n° 11/70, <i>Internationale Handelsgesellschaft (I.H.)</i>	
19. CJCE, 14 mai 1974, n° 4/73, <i>Nold KG c. Commission</i>	141
20. Droits de la défense – Droit à une bonne administration – Droit à un procès équitable	
CJCE, 13 févr. 1979, n° 85/76, <i>Hoffmann-La Roche c. Commission</i>	150
21. Droit au juge (devant le juge national) – Droit à un procès équitable (devant le juge national)	
CJCE, 15 mai 1986, n° C-222/84, <i>Marguerite Johnston c. Chief constable of the Royal Ulster Constabulary</i>	156
22. Conciliation – Liberté d'expression – Liberté de réunion	
CJCE, 12 juin 2003, n° C-112/00, <i>Schmidberger</i>	164
23. Articulation avec le droit international – Lutte contre le terrorisme – Valeur constitutionnelle de la protection des droits fondamentaux dans l'Union européenne	
CJCE gr. ch., 3 sept. 2008, n°s jtes C-402 et 415/05, <i>Kadi c. Conseil et Commission</i>	174
24-25. Champ d'application de la charte – Protocole n° 30	
24. CJUE gr. ch, 21 déc. 2011, n°s jtes C-411/10 et 493/10, <i>N.S. e.a.</i>	
25. CJUE gr. ch, 26 févr. 2013, n° C-617/10, <i>Åklagaren c. Hans Åkerberg Fransson</i>	186
26. Droit de propriété – Liberté d'entreprise – Liberté professionnelle	
CJUE gr. ch, 22 janv. 2013, n° C-283/11, <i>Sky Österreich</i>	196
27. Niveau de protection (art. 53) – Confiance mutuelle	
CJUE, 26 févr. 2013, n° C-399/11, <i>Stefano Melloni</i>	205
28. Droit à un recours juridictionnel effectif (devant les juridictions de l'UE) – Conditions d'accès au recours en annulation	
CJUE gr. ch., 3 oct. 2013, n° C-583/11 P, <i>Inuit Tapiriit Kanatami e.a. c. Parlement et Conseil</i>	215
29. Droit à un procès équitable devant le juge de l'Union européenne	
CJUE gr. ch., 26 nov. 2013, n° C-40/12 P, <i>Gascoigne Sack Deutschland GmbH c. Commission</i>	224
30. Charte des droits fondamentaux (principes) – Effet horizontal – Droit à l'information et à la consultation des travailleurs	
CJUE gr. ch, 15 janv. 2014, n° C-176/12, <i>Association de médiation sociale</i>	233
31. Limitation de l'exercice des droits fondamentaux – Proportionnalité – Protection des données à caractère personnel	
CJUE gr. ch, 8 avr. 2014, n°s jtes C-293/12 et 594/12, <i>Digital Rights Ireland Ltd e.a.</i>	241
32. Autonomie de la protection – Relations avec le droit de la Convention – Charte des droits fondamentaux – Articulation des contentieux – Protection équivalente	
CJUE ass. plén, 18 déc. 2014, n° Avis 2/13, <i>Avis au titre de l'article 218, paragraphe II, TFUE</i>	255
33. Non-discrimination	
CJUE gr. ch, 16 juill. 2015, n° C-83/14, <i>CHEZ Raspredelenie Bulgaria</i> .	262

PARTIE III
DROIT CONSTITUTIONNEL

- 34-35.** Principes fondamentaux reconnus par les lois de la République – Liberté d’association – Normes de référence du contrôle de constitutionnalité – Interruption de grossesse – Liberté personnelle – Régime d’autorisation – Droits fondamentaux des personnes morales – Embryon – Droit à la santé
 34. Cons. const., 16 juill. 1971, n° 71-44 DC, *Loi complétant les dispositions des articles 5 et 7 de la loi du 1^{er} juill. 1901 relative au contrat d’association*
 35. Cons. const., 15 janv. 1975, n° 74-54 DC, *Loi relative à l’interruption volontaire de la grossesse* 273
- 36.** Liberté de l’enseignement – Liberté de conscience – Principe de laïcité – Principes fondamentaux reconnus par les lois de la République
 Cons. const., 23 nov. 1977, n° 77-87 DC, *Loi complémentaire à la loi n° 59-1557 du 31 déc. 1959 modifiée par la loi n° 71-400 du 1^{er} juin 1971 et relative à la liberté de l’enseignement* 292
- 37.** Droit de grève – Service public – Libertés des travailleurs – Préambule de 1946
 Cons. const., 25 juill. 1979, n° 79-105 DC, *Loi modifiant les dispositions de la loi n° 74696 du 7 août 1974 relatives à la continuité du service public de la radio et de la télévision en cas de cessation concertée du travail* 301
- 38.** Liberté individuelle – Sûreté – Ordre public – Procédure pénale – Légalité des délits et des peines
 Cons. const., 20 janv. 1981, n° 80-127 DC, *Loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes* 310
- 39.** Droit de propriété – Nationalisations – Déclaration des droits de 1789 – Préambule de 1946 – Liberté d’entreprendre
 Cons. const., 16 janv. 1982, n° 81-132 DC, *Loi de nationalisation* 338
- 40-41.** Liberté d’expression et de communication – Rétroactivité de la loi – Objectif de valeur constitutionnelle – pluralisme – Liberté de la presse – Autorité administrative indépendante – Séparation des pouvoirs – Garanties législatives des libertés
 40. Cons. const., 11 oct. 1984, n° 84-181 DC, *Loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse*
 41. Cons. const., 17 janv. 1989, n° 88-248 DC, *Loi modifiant la loi relative à la liberté de communication* 350
- 42-43.** Liberté personnelle – Lois d’amnistie – Principe d’égalité – Droit à la santé – Vie privée – Données personnelles – Domicile – Mariage – Correspondance – Chose jugée
 42. Cons. const., 20 juill. 1988, n° 88-244 DC, *Loi portant amnistie*
 43. Cons. const., 23 juill. 1999, n° 99-416 DC, *Loi portant création d’une couverture maladie universelle* 367
- 44.** Asile – Droits des étrangers – Principe d’égalité – Liberté d’aller et venir – Droit à une vie familiale normale – Indivisibilité de la République – Droit au recours – Droits sociaux
 Cons. const., 13 août 1993, n° 93-325 DC, *Loi relative à la maîtrise de l’immigration et aux conditions d’entrée, d’accueil et de séjour des étrangers en France* 386

45. Dignité de la personne humaine – Principe d'égalité – Liberté personnelle – Droit à une vie familiale normale – Embryon humain – Bioéthique – Santé Cons. const., 27 juill. 1994, n° 94-343/344 DC, <i>Loi relative au respect du corps humain et loi relative au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain, à l'assistance médicale à la procréation et au diagnostic prénatal</i>	403
46-47. Principe d'égalité – Uniformité des droits et libertés fondamentaux – Non-discrimination – Question prioritaire de constitutionnalité – Droits sociaux – Liberté linguistique 46. Cons. const., 9 avr. 1996, n° 96-373 DC, <i>Loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française</i> 47. Cons. const., 28 mai 2010, n° 2010-1 QPC, <i>Cristallisation des pensions</i>	414
48. Loi pénale – Principe de légalité des délits et des peines – Sécurité juridique – Procédure pénale – Terrorisme – Adaptation de la justice pénale aux mineurs – Liberté personnelle – Vie privée – Présomption d'innocence Cons. const., 2 mars 2004, n° 2004-492 DC, <i>Loi portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité</i>	429
49-50. Question prioritaire de constitutionnalité – Incompétence négative – Abrogation de la loi – Procédure pénale – Office du juge constitutionnel 49. Cons. const., 18 juin 2010, n° 2010-5 QPC, <i>Incompétence négative en matière fiscale, SNC Kimberly Clark</i> 50. Cons. const., 30 juill. 2010, n° 2010-14/22 QPC, <i>Daniel W. et autres – Garde à vue</i>	451
51. Référendum – Libre administration des collectivités – Contrôle de constitutionnalité Cons. const., 25 avr. 2014, n° 2014-392 QPC, <i>Province Sud de Nouvelle-Calédonie, Loi adoptée par référendum – Droit du travail en Nouvelle-Calédonie</i>	466

**PARTIE IV
DROIT ADMINISTRATIF**

52. Principes généraux du droit CE ass., 26 oct. 1945, <i>Aramu</i>	477
53. Droit à un recours effectif CE ass., 17 févr. 1950, <i>Ministre de l'Agriculture c. Lamotte</i>	482
54. Droits et libertés des agents publics CE ass., 7 juill. 1950, <i>Dehaene</i>	493
55. Principe du respect de la dignité de la personne humaine CE ass., 27 oct. 1995, <i>Commune de Morsang-sur-Orge c. Société Fun Production et Wackenheim</i>	501
56. Droits des administrés – Droit à la bonne administration CE ass., 3 déc. 1999, <i>Didier</i>	509
57. Liberté religieuse – Principe de laïcité CE avis, 3 mai 2000, <i>Marteaux</i>	523
58. Principe d'égalité – Principe de non discrimination CE sect., 18 déc. 2002, <i>Duvignères</i>	536
59. Régimes d'exception CE ord., 14 nov. 2005, <i>Rolin</i>	547

60. Juridiction administrative CEDH, 9 nov. 2006, n° 65411/01, <i>Sacilor Lormines c. France</i>	556
61. Libertés économiques CE, 23 mai 2012, <i>Régie autonome des transports parisiens</i>	567
62. Référé-liberté CE ord., 22 déc. 2012, <i>Section française de l'Observatoire international des prisons</i>	575
63. Compétence judiciaire T. confl., 17 juin 2013, <i>Bergoend c. Société ERDF Annecy Léman</i>	587
64. Personnalité publique et droits fondamentaux CE, 17 juill. 2013, <i>Société coopérative Bressor</i>	596
65. Droit international et européen des droits de l'homme CE ass., 31 mai 2016, <i>Gonzalez Gomez</i>	604

**PARTIE V
DROIT CIVIL**

66. Gestation pour autrui – Indisponibilité de la personne – Ordre public – Fraude – Vie privée – Vie familiale Ass. plén., 31 mai 1991, n° 90-20.105	615
67. Transidentité – Vie privée et familiale – Dialogue des juges Ass. plén., 11 déc. 1992, n° 91-11.900	624
68. Liberté de religion – Contrat – Gestion immobilière Civ. 3 ^e , 18 déc. 2002, n° 01-00.519, <i>Amar</i>	633
69. Rétroactivité – Loi de validation – Séparation des pouvoirs Ass. plén., 24 janv. 2003, n° 01-41.757	640
70. Vie privée – Liberté d'expression – Conciliation des droits Civ. 1 ^{re} , 9 juill. 2003, n° 00-20.289	647
71. Ordre public international – Égalité entre époux – Répudiation Civ. 1 ^{re} , 17 févr. 2004, n° 01-11.549	657
72. Effet direct des conventions internationales – Convention de New York du 20 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant Civ. 1 ^{re} , 18 mai 2005, n° 02-20.613	665
73. Jurisprudence – Rétroactivité – Contrôle Ass. plén., 21 déc. 2006, n° 00-20.493	674
74. Mariage – Homosexualité – Vie privée – Charte Civ. 1 ^{re} , 13 mars 2007, n° 05-16.627	682
75. Internet – Liberté de communication – Propriété intellectuelle Cons. const., 10 juin 2009, n° 2009-580 DC, <i>Loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur internet (HADOPI I)</i>	690
76. Responsabilité civile Cons. const., 11 juin 2010, n° 2010-2 QPC, <i>Mme Vivianne L - Loi dite « anti-Perruche »</i>	697
77. Contrôle <i>in concreto</i> – Proportionnalité – Vie privée et familiale – Empêchement à mariage Civ. 1 ^{re} , 4 déc. 2013, n° 12-26.066	705

**PARTIE VI
DROIT PÉNAL**

78. Application de la loi pénale dans le temps – Rétroactivité <i>in mitius</i> Crim., 14 janv. 1876	717
---	-----

79.	Imputabilité – Responsabilité morale Crim., 13 déc. 1956, n° 55-05.772	725
80.	Peine – Qualification – Garanties CEDH, 8 juin 1976, n° 5100/71 (§ 81), <i>Engel et a. c. Pays-Bas</i>	734
81.	Droits de la défense – Convention EDH Crim., 5 déc. 1978, n° 78-91.826	742
82.	Légalité – Exception de non-conventionnalité Crim., 1 ^{er} févr. 1990, n° 89-80.673	751
83.	Liberté sexuelle – Protection du consentement Crim., 11 juin 1992, n° 91-86.346	758
84.	Principe de faveur – Bénéfice du doute Crim., 6 avr. 1994, n° 93-85.042	766
85.	Liberté d’expression – Restriction excessive Ass. plén., 12 juill. 2000, n° 98-10.160	776
86.	Interdiction du territoire – Vie privée et familiale Crim., 13 mars 2001, n° 00-82.670	783
87.	Vol – Justification par l’exercice des droits de la défense Crim., 11 mai 2004, n° 03-85.521	791
88.	Peine accessoire – Individualisation Crim., 7 mai 2010, n° 09-86.425	797
89.	Garde à vue – Droits – Conv. EDH Crim., 15 avr. 2011, n° 10-17.049	805
90.	Légalité – Contrôle de constitutionnalité Crim., 29 févr. 2012, n° 11-85.377	812
91.	Liberté d’expression – Normativité Crim., 5 févr. 2013, n° 11-85.909	820
92.	<i>Ne bis in idem</i> – Matière pénale – Proportionnalité Crim., 13 sept. 2017, n° 15-84.823	827

PARTIE VII DROIT DU TRAVAIL

93.	Liberté d’expression – Sanctions des libertés fondamentales Soc., 28 avr. 1988, n° 87-41.804, <i>Clavaud</i>	839
94.	Discrimination – Mœurs Soc., 17 avr. 1991, n° 90-42.636	847
95.	Droit à la négociation collective Cons. const., 6 nov. 1996, n° 96-383 DC, <i>Loi relative à l’information et à la consultation des salariés dans les entreprises et les groupes d’entreprises de dimension communautaire, ainsi qu’au développement de la négociation collective</i>	854
96.	Droit à l’emploi Cons. const., 10 juin 1998, n° 98-401 DC, <i>Loi d’orientation et d’incitation relative à la réduction du temps de travail</i>	861
97.	Droit au respect de la vie familiale et du domicile Soc., 12 janv. 1999, n° 96-40.755	868
98.	Liberté d’entreprendre Cons. const., 12 janv. 2002, n° 2001-455 DC, <i>Loi de modernisation sociale</i>	877
99.	Principe de libre exercice d’une activité professionnelle Soc., 10 juill. 2002, n° 00-45.135	885
100.	Liberté de se vêtir Soc., 28 mai 2003, n° 02-40.273	893

101-102.	Droit de grève	
	101. CJCE gr. ch., 11 déc. 2007, n° C-438/05, <i>International Transport Workers' Federation & The Finnish Seamen's Union c. Viking Line ABP & OÜ Viking Line Eesti</i>	
	102. CJCE gr. ch., 18 déc. 2007, n° C-341/05, <i>Laval & Partneri Ltd c. Svenska Byggnadsarbetareförbundet, Svenska Elektrikerförbundet</i>	901
103.	Principe d'égalité	
	Soc., 1 ^{er} juill. 2009, n° 07-42.675	908
104.	Droit à la santé	
	Soc., 29 juin 2011, n° 09-71.107	917
105.	Liberté religieuse	
	Cass ass. plén., 25 juin 2014, n° 13-28.369, <i>L. c. Assoc. Baby-Loup</i> ...	924
	Index des arrêts	933
	Index alphabétique des matières	975